

une échelle infiniment plus grande.

Ainsi l'énergie atomique est maintenant utilisable par l'homme. Mais elle sert à la guerre. Pour l'avenir Truman et Churchill nous informent que les recherches resteront secrètes — en particulier envers l'U.R.S.S. — afin de l'utiliser pour maintenir « la paix et l'ordre ». Quant à son utilisation pour l'industrie, on peut compter que les trusts de l'électricité, du charbon et des pétroles veilleront à ce que ce concurrent n'intervienne pas.

Ainsi, pour reconstruire l'Europe, les trusts, leurs diplomates et leurs valets n'ont rien trouvé de mieux que de détruire le potentiel économique de l'Allemagne et de l'empêcher de se relever jamais. C'est la nouvelle qui nous vient de Potsdam. Pour relever l'Europe on ne trouve rien de mieux que de détruire la meilleure organisation industrielle qui y existe. Pendant que les ouvriers français vont bientôt

retomber dans le chômage par manque de charbon, de matières premières, de transports et de machines modernes, les usines allemandes qui pourraient y pourvoir pour une grande part, vont être mises au rebut ! A-t-on jamais vu pareille incohérence ?

Faut-il donc laisser leurs puissants moyens qui serviront à préparer une nouvelle guerre, aux impérialistes allemands ? nous demandera-t-on. Non, bien sûr, mais ce n'est pas ce que le labeur des hommes a mis des siècles à édifier qu'il faut détruire, mais ceux qui s'en servent pour la guerre, la bourgeoisie allemande, le capitalisme en Allemagne. C'est là toute la question.

La bourgeoisie française proclame qu'avec le charbon de la Ruhr et 1.500.000 prisonniers allemands elle reconstruira l'économie française. C'est faux ! Ni la France, ni l'Italie, ni l'Allemagne ne se reconstruiront seules. Seule l'utilisation en com-

mun de tous les moyens qui subsistent en Europe peut lui permettre de se relever. Mais pour cela il faut que soit retirés des mains des trusts et des bourgeois les mines, les usines et les transports. Eux ont intérêt à détruire les usines allemandes pour détruire un concurrent. Les travailleurs d'Europe, eux, doivent s'entendre pour mettre en commun toutes les mines, toutes les usines, toutes les découvertes de la science, sinon ils resteront dans la plus noire misère et des régimes de plus en plus dictatoriaux s'installent pour les y garder et empêcher leur révolte.

An plan de destruction de l'Allemagne de mise en esclavage du prolétariat allemand les travailleurs doivent répondre par la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, sinon l'Europe ne sortira pas de ses ruines, il n'y aura pas de libertés pour les travailleurs et la civilisation croulera dans la barbarie.

Après les Elections Anglaises

QUE FERA LE LABOUR ?

La proclamation du scrutin des élections anglaises a causé une grande surprise dans le monde entier. Nul n'avait prévu un tel succès. Et les moins étonnés ne sont pas les chefs du Labour.

Pourquoi cette victoire ?

Parce que la fin de la guerre doit être dans l'esprit des masses laborieuses d'Angleterre le signal d'une véritable révolution sociale. Les masses ont pris au sérieux les promesses qui leur ont été faites par la bourgeoisie, promesses qui n'étaient destinées qu'à justifier une guerre impérialiste. Mais les travailleurs se sont rendus compte au cours même de la guerre, dans l'expérience des grèves et de leurs luttes multiples, que les conservateurs n'étaient ni capables, ni désireux d'exécuter ces promesses. La plate-forme électorale du Labour, par contre, semblait apporter un programme de modifications profondes du régime de production et d'échange ainsi que des réformes sociales.

Que prévoyait le programme du Labour Party ? En premier lieu : les nationalisations. Nous disons en premier lieu, car c'est bien pour ou contre les nationalisations que se sont situées les polémiques les plus vives. Les travaillistes et Bevin lui-même ont su constamment montrer qu'aucun des autres problèmes ne pouvait être résolu sans procéder à des nationalisations dans les secteurs essentiels de la production et du crédit. Par exemple, il faut reconstruire des millions de maisons anglaises. Cela ne peut être fait que contre les grosses sociétés, immobilières et les sociétés d'assurances qui les appuient. Il faut, a dit M. Bevin, un emprunt national et des crédits dirigés dans l'intérêt des ouvriers et des petites gens. Pour cela il est nécessaire de nationaliser la Banque d'Angleterre. Un autre problème très grave est celui de la démobilitation de l'industrie et de l'armée et donc du reclassement dans les industries de paix des soldats et des ouvriers de l'industrie de guerre. Or, personne ne veut retourner aux conditions de travail et de salaire de l'industrie privée d'avant-guerre, très inférieures à celles des emplois créés par l'économie de guerre.

Ce qui est frappant, c'est qu'un certain nombre de villes industrielles, où la petite bourgeoisie et une partie de l'aristocratie ouvrière envoyaient traditionnellement des conservateurs les représenter au Parlement, ont voté cette fois-ci travailliste. De même l'influence travailliste, pour la première fois, s'est étendue aux campagnes.

La guerre a amené un afflux de main-d'œuvre nouvelle à l'industrie. Il en est résulté d'une part que des couches ouvrières qui semblaient dans le désespoir suite du chômage endémique, et de la paupérisation, se sont « reclassées » ; que de nouvelles forces de travail puisées chez les jeunes et surtout chez les femmes ont pour la première fois connu la vie syndicale et la vie politique ouvrière. Ce n'est pas par hasard, par exemple, qu'on a assisté à de grands mouvements d'apprentis, en particulier une grande grève de 50.000 apprentis où nos camarades anglais se sont particulièrement distingués. Ces forces de travail nouvelles, ou renouvelées, sur qui ne pèsent pas la tradition de la pratique réformiste des Trade Unions, se sont signalées tout au long des années de guerre par leur haute combativité.

Ces masses ouvrières ont vu dans le Labour Party celui qui amènerait de véritables solutions. Pourquoi ce vaste déplacement

à gauche des voix de la masse laborieuse n'a-t-il pas profité au Parti Communiste ? Essentiellement parce que celui-ci n'a mis en avant aucune revendication sociale hardie, a insisté sur la politique extérieure dans le sens d'une entente entre les grands alliés (les masses ne voient pas — et à juste titre — comment une entente entre leurs capitalistes, et des capitalistes en général, avec l'U.R.S.S. pourrait garantir la paix et leur donner du pain et du travail), et parce que, pour tout dire, les communistes ont défendu une politique d'union nationale qui n'est autre que la politique préconisée par Churchill. On avait à choisir entre elle et un gouvernement à tendance ouvrière composé uniquement des forces qui ont la con-

Lendemain de triomphe

fiance des travailleurs. La victoire travailliste signifie donc la profonde volonté de changement du monde du travail. Déjà des grèves dans les transports, chez les dockers, montrent une certaine impatience. La menace d'un mouvement semblable à celui de Juin 36 en France plane. Que vont faire les ministres socialistes ?

Le premier acte du gouvernement a été le discours de Bevin sur la politique étrangère. Toute la presse constate avec satisfaction ou gêne que Eden aurait pu prononcer ce discours. Les peuples grecs et espagnols qui tournaient avec espoir leurs yeux vers Attlee et Bevin savent maintenant que rien n'est changé et que la politique de Churchill continue. C'est-à-dire imposer le roi au peuple grec, la « non-intervention » en Espagne, qui est en fait le soutien de Franco ou de tout autre capable de mater le prolétariat espagnol et l'empêcher de prendre la revanche de 1936.

Qui pourrait supposer qu'une politique de réformes profondes à l'intérieur puisse s'accommoder de la politique réactionnaire de Churchill dans le monde ? La déception s'est fait jour même au sein du groupe parlementaire du Labour, affirme « Combat ».

Action et Vigilance

Ce n'est pas la première fois que le Labour est au pouvoir et jamais les chefs de celui-ci n'ont appliqué leur programme. Nous ne croyons pas que 1945 fera exception. Nous croyons plutôt que loin de se faire les exécutants de leur volonté les Attlee, Bevin, Mousson vont plutôt s'efforcer d'endormir la volonté de lutte des travailleurs pour préserver le capitalisme de toute atteinte sérieuse. Toute illusion réformiste en la possibilité de parvenir au socialisme par des voies pacifiques et en respectant la légalité bourgeoise serait mortelle pour les travailleurs qui viennent de voter pour le Labour Party. Le prolétariat russe a montré en octobre 1917, la seule façon d'accéder au socialisme. La victoire électorale du Labour Party est l'indice indiscutable de la volonté révolutionnaire des travailleurs anglais. Mais, s'ils veulent voir leurs désirs appliqués dans les faits, ils ne devront pas s'arrêter là. Ils devront se montrer vigilants, ils devront exiger le contrôle de leurs organisations ouvrières sur l'activité des ministres socialistes pour que soit appliqué intégralement le programme de nationalisation du Labour Party, ils devront exiger l'abolition de la diplomatie secrète, ils devront enfin ne compter que sur leur propre action de classe pour imposer l'application de leur volonté par ce gouvernement.

DÉFENSE DE LA CONSTITUANTE

(Suite de la 1^{re} page)

Le Parti communiste français justifie ce bloc par la nécessité d'unir tous les « vrais républicains » contre de Gaulle et les agents des trusts.

1936 a pourtant montré à quoi aboutissent les blocs soi-disant anti-fascistes des partis ouvriers avec les partis bourgeois. Pour maintenir l'union de tous les « vrais républicains » dans le Front populaire, on a freiné l'élan des masses laborieuses, et cela a permis au « vrai républicain », Daladier, de le briser définitivement et de livrer les travailleurs à la guerre impérialiste ; tandis qu'il traquait et mettait en camp de concentration les militants révolutionnaires.

Et aujourd'hui, malgré cette expérience pourtant concluante, on repart des savantes tactiques et on recommence les blocs néfastes au lieu de dire clairement : les tâches à réaliser sont encore plus difficiles actuellement qu'en 1936. L'expérience a prouvé ce que vaut l'union avec les bourgeois radicaux. Nous ne nous apuierons que sur les travail-

leurs des villes et des campagnes organisés dans les syndicats, les comités d'usines, les comités de ménagères, les groupements d'achat de petits commerçants et les organisations paysannes.

Oui. Mais, nous dit-on, l'alliance avec les classes moyennes est nécessaire pour abattre les trusts !

Serait-ce au nom de l'alliance avec les classes moyennes que les partis ouvriers ne rompent pas la coalition avec de Gaulle et les agents des trusts ?

Certes, l'alliance des classes moyennes est nécessaire pour abattre les trusts. Mais les paysans, mais les petits commerçants qui comprennent maintenant la nécessité de les abattre (comme l'ont prouvé nettement les élections municipales), que feront-ils si les partis ouvriers continuent leurs manœuvres et ne rompent pas clairement avec les agents des trusts qui leur lient les mains ? Ils ne comprendront pas, et, déçus, ils se retireront du combat, ou, en définitive, iront avec ces bourgeois que les or-

ganisations ouvrières les auront habitués à considérer comme des alliés, et ce sera encore la défaite et le fascisme. L'alliance avec les classes moyennes ne peut se faire par l'alliance avec les radicaux, mais contre ceux-ci dans la lutte réelle contre le grand capital que défend Herriot en se parant mensongèrement du titre de représentant des classes moyennes.

Toutes ces raisons ne peuvent masquer le fait que les organisations ouvrières ne veulent pas prendre le pouvoir pour appliquer leur programme. Chacune d'elles cherche une alliance avec un parti bourgeois pour pouvoir rejeter sur lui la faute de la non-application de leur programme. Aujourd'hui elles se plaignent que de Gaulle, qu'ils ont encensé, ne tienne pas ses promesses et les leurs. Demain ils pourront se plaindre des radicaux.

Voulez-vous appliquer votre programme ou cherchez-vous des alibis pour ne pas le faire ? Dites clairement si vous voulez prendre le pouvoir !

A l'action pour défendre la Constituante souveraine

De Gaulle bafoue ouvertement la volonté du peuple. Il tient compte des avis de l'Assemblée consultative, mais de la minorité de celle-ci. Peut-on d'avantage se moquer du monde ?

De plus, il maquignonne les circonscriptions électorales, de telle manière que deux voix d'une ville industrielle vaudront autant qu'une des campagnes. Sans parler de l'inouïable proportionnelle, qui aggrave encore dans le même sens.

Et les organisations ouvrières qui hurlent — quand elles le font, car le « Populaire » se tait — à l'attentat à la démocratie, ne bougent pas le petit doigt pour mobiliser les masses pour la défense de la Constituante souveraine et des libertés démocratiques.

Comment ! On ne tient aucun compte des votes de la majorité à l'Assemblée, et vous continuez à couvrir ce parle-

ment croupion en y restant ?

Le gouvernement fait ouvertement le jeu des trusts et vous y restez ? Non seulement vous y restez, mais les ministres socialistes mandatés par leur congrès pour présenter un ultimatum à de Gaulle s'affondrent devant le chantage de celui-ci. Et pendant ce temps, Tillon et Billoux restent et se taisent. Si vous défendez réellement la Constituante souveraine, en actes et non en paroles, vous devez rompre la coalition ! Sortir de ce gouvernement des trusts.

Dites clairement que vous irez aux élections, en un bloc ouvrier et paysan P.S.-P.C.F.-C.G.T. sans alliance ni avec le parti radical ni avec le M.R.P.. Cette alliance qui ne fait que regonfler les partis en déconfiture, tout en apportant non la force mais la faiblesse à la classe ouvrière.

Croyez-vous que vos articles ébranleront la volonté bonapar-

tiste de de Gaulle. Si vous voulez vraiment la Constituante souveraine, il faut mobiliser les masses pour sa défense. Il faut constituer partout des Comités de défense de la Constituante. A la ville, aux champs, le peuple entier y adhèrera et se dressera pour briser les découpages arbitraires et les référendums plébiscitaires.

Ces comités mobiliseront des millions et des millions de travailleurs et de petites gens pour des manifestations, pour la grève générale s'il le faut, jusqu'à ce que de Gaulle recule. Pour abattre les trusts le peuple est prêt à l'action !

Au lieu de cela, les organisations ouvrières continuent à gémir et à convoquer des réunions avec Herriot !

Voulez-vous vraiment l'union dans l'action ? Voulez-vous vraiment abattre les trusts ? Alors, rompez la coalition et à l'action, tous ensemble, pour la défense des libertés démocratiques !